

3° Un point 6° bis, libellé comme suit, est ajouté :

« 6° bis. La quantité totale livrée en litres sur laquelle la retenue, prévue à l'annexe 1, point 3, 3.3, de l'arrêté ministériel du 17 mars 1994 relatif à la détermination officielle de la qualité et de la composition du lait fourni aux acheteurs, est appliquée. »

4° Au point 7° les mots « en francs par kilo » sont remplacés par les mots « en euros par 100 kilos ».

5° Au point 8° les mots « jusqu'au gramme, » sont insérés entre les mots « en kilos » et « de matière grasse ».

6° Le point 9° est remplacé par la disposition suivante :

« 9° la retenue à charge du producteur, visée à l'article 3, § 3, de l'arrêté royal du 3 mars 1994 relatif à l'agrément des organismes interprofessionnels pour la détermination de la qualité et de la composition du lait et la cotisation obligatoire complémentaire à charge du producteur, fixée à l'article 2, § 2, de l'arrêté royal du 11 mai 2001 fixant les cotisations obligatoires à payer au Fonds budgétaire pour la Santé et la Qualité des Animaux et des Produits animaux. »

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des points 2°, 4° et 5° de l'article 2 qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

Bruxelles, le 20 octobre 2001.

Mme A.-M. NEYTS-UYTTEBROECK

3° Een punt 6° bis, luidend als volgt, wordt toegevoegd :

« 6° bis. De totale geleverde hoeveelheid in liters waarvoor de afhouding, voorzien in bijlage 1, punt 3, 3.3, van het ministerieel besluit van 17 maart 1994 betreffende de officiële bepaling van de kwaliteit en de samenstelling van melk geleverd aan kopers, wordt toegepast. »

4° In punt 7° worden de woorden « in frank per kilogram » vervangen door de woorden « in euro per 100 kilogram. »

5° In punt 8° worden tussen de woorden « melkvet en melkeiwit » en de woorden « en de hiermee » de woorden « tot op een gram nauwkeurig » ingevoegd.

6° Punt 9° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 9° de afhouding ten laste van de producent, bepaald bij artikel 3, § 3, van het koninklijk besluit van 3 maart 1994 betreffende de erkenning van interprofessionele organismen voor het bepalen van de kwaliteit en de samenstelling van melk en de bijkomende verplichte bijdrage, bepaald bij artikel 2, § 2, van het koninklijk besluit van 11 mei 2001 tot vaststelling van de verplichte bijdragen verschuldigd aan het Begrotingsfonds voor de Gezondheid en de Kwaliteit van de Dieren en de Dierlijke Producten. »

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van punten 2°, 4°, en 5° van artikel 2 die in werking treden op 1 januari 2002.

Brussel, 20 oktober 2001.

Mevr. A.-M. NEYTS-UYTTEBROECK

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES,  
DU COMMERCE EXTERIEUR  
ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

F. 2001 — 3515

[2001/15128]

**Convention pour l'unification de certaines règles en matière d'assistance et de sauvetage maritimes et Protocole de signature signé à Bruxelles le 23 septembre 1910 (1). — Dénonciation par la République fédérale d'Allemagne**

Le 8 octobre 2001 a été déposée au Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération internationale de Belgique, la notification de dénonciation par la République fédérale d'Allemagne concernant la Convention précitée.

Conformément aux dispositions de l'article 19 de la Convention, cette dénonciation sortira ses effets à l'égard de la République fédérale d'Allemagne à la date du 8 octobre 2002.

—  
Note

(1) Voir *Moniteur belge* du 26 février 1913.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN INTERNATIONALE SAMENWERKING

N. 2001 — 3515

[2001/15128]

**Verdrag tot eenmaking aan bepaalde regels inzake hulp en berging en Protocol naar ondertekening, ondertekend te Brussel op 23 september 1910 (1). — Opzegging door de Bondsrepubliek Duitsland**

Op 8 oktober 2001 ontving het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Internationale Samenwerking van België de kennisgeving van opzegging van de Bondsrepubliek Duitsland betreffende voornoemde internationale akte.

Overeenkomstig artikel 19 van de Overeenkomst, treedt deze opzegging ten aanzien van de Bondsrepubliek Duitsland in werking met ingang van 8 oktober 2002.

—  
Nota

Zie *Belgisch Staatsblad* van 26 februari 1913.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

F. 2001 — 3516

[C — 2001/01174]

**10 NOVEMBRE 2001. — Arrêté royal modifiant l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat**

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'article 30, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, dans sa rédaction postérieure à sa modification par la loi du 18 avril 2000, dispose comme suit :

« Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, fixer des règles particulières de procédure pour les requêtes qui sont sans objet, manifestement irrecevables, manifestement non fondées ou manifestement fondées, en dérogeant au besoin à l'article 90. »

Les requêtes sans objet au sens de l'article 30 doivent s'entendre des requêtes qui viennent à être privées en cours d'instance de leur objet.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2001 — 3516

[C — 2001/01174]

**10 NOVEMBER 2001. — Koninklijk besluit tot wijziging van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Artikel 30, § 2, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, in zijn lezing van na de wijziging door de wet van 18 april 2000, bepaalt het volgende :

« De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, bijzondere procedureregels vaststellen voor de behandeling van de verzoekschriften die doelloos, kennelijk onontvankelijk, kennelijk ongegrond of kennelijk gegrond zijn, zo nodig in afwijking van artikel 90. »

De verzoekschriften die doelloos zijn in de zin van artikel 30 moeten begrepen worden als verzoekschriften die tijdens de behandeling hun doel verloren hebben.

En effet, si, dès le début de l'instance, il s'avère que la requête est sans objet, elle sera considérée comme une requête manifestement irrecevable et, à ce titre, sera susceptible de relever de la procédure accélérée prévue à l'article 93 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat, qui dispose comme suit :

« Lorsqu'il apparaît, sur le vu de la requête, que le Conseil d'Etat n'est manifestement pas compétent ou que la demande est manifestement irrecevable ou non fondée, le membre de l'auditorat désigné fait immédiatement rapport, conformément à l'article 12, au président de la chambre saisie de l'affaire.

Le président convoque le requérant, la partie adverse et la partie intervenante à comparaître devant lui à bref délai et au plus tard le dixième jour après le dépôt du rapport; celui-ci est joint à la convocation.

Entendu les parties et l'auditeur en son avis, le président statue sans délai.

S'il estime, par son arrêt, que le Conseil d'Etat est manifestement incompétent ou si son arrêt rejette la demande comme manifestement irrecevable ou manifestement non fondée, l'affaire est définitivement tranchée.

S'il n'estime pas, par son arrêt, que le Conseil d'Etat est manifestement incompétent ou si son arrêt ne rejette pas la demande comme manifestement irrecevable ou manifestement non fondée, la procédure est poursuivie conformément au présent arrêté. »

L'hypothèse ici envisagée est dès lors celle des requêtes qui, ayant perdu leur objet au fil du procès, conduisent à un arrêt par lequel le Conseil d'Etat décide qu'il n'y a pas lieu à statuer.

Afin de favoriser la résorption de l'arriéré judiciaire et le désengorgement du Conseil d'Etat, il s'indique de procurer application à l'article 30, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, en étendant la procédure particulière prévue par l'article 93 du règlement général de procédure à ce cas.

Le présent arrêté vise ainsi à introduire la notion de requête sans objet au sens qu'empruntent ces termes à l'article 30 des lois coordonnées, dans le Titre IX de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat; et, en particulier, à l'article 93 qui établit une procédure particulière pour les demandes pour lesquelles le Conseil d'Etat n'est manifestement pas compétent ou qui sont manifestement irrecevables ou non fondées.

Comme le souligne le Conseil d'Etat, l'article 94 de ce même arrêté doit être également modifié puisqu'il fait référence à des alinéas de l'article 93 dont la numérotation change ensuite de la modification visée à l'alinéa précédent.

Par contre, l'observation finale du Conseil d'Etat ne peut être suivie en ce qui concerne l'article 70, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat. En effet, cette disposition ne doit pas être complétée car elle vise une demande en suspension qui, au début de la procédure, est manifestement irrecevable ou manifestement non fondée, ou au sujet de laquelle le Conseil d'Etat estime qu'il est manifestement incompétent. La notion de requête sans objet, au sens du présent arrêté, est quant à elle rencontrée formellement par l'alinéa 4, de cet article qui prévoit expressément la solution à appliquer lors d'un désistement d'instance ou d'un retrait de l'acte attaqué en cours de procédure.

De même, les articles 14 et 30 de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat ne doivent pas être adaptés comme le suggère le Conseil d'Etat en son avis. En effet, ces articles visent les hypothèses où, *in limine litis*, le litige est sans objet et, à ce titre manifestement irrecevable, ou manifestement non fondé, alors que l'arrêté en projet vise le cas de recours qui perdent leur objet dans le cours de la procédure.

Par application de la règle selon laquelle les dispositions en matière de procédure sont, sauf volonté contraire expresse, d'application immédiate, le présent arrêté s'appliquera aux affaires en cours au moment de son entrée en vigueur. On observera d'ailleurs qu'il n'est ainsi en rien porté préjudice aux droits des parties litigantes.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
le très respectueux et très fidèle serviteur,  
Le Ministre de l'Intérieur,  
A. DUQUESNE

Immers, als van bij het begin van de behandeling blijkt dat het verzoekschrift doelloos is, zal het beschouwd worden als een kennelijk onontvankelijk verzoekschrift en zal het om die reden kunnen vallen onder de versnelde procedure die voorzien is in artikel 93 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State, dat het volgende bepaalt :

« Wanneer na inzage van het verzoekschrift blijkt dat de Raad van State kennelijk niet bevoegd is of dat de vordering kennelijk niet-ontvankelijk of niet-gegrond is, brengt het aangewezen lid van het auditoraat overeenkomstig artikel 12 onmiddellijk verslag uit aan de voorzitter van de kamer waarbij de zaak aanhangig is.

De voorzitter roept de verzoeker, de tegenpartij en de tussenkomende partij op om op korte termijn en uiterlijk de tiende dag na de neerlegging van het verslag voor hem te verschijnen; dat verslag wordt bij de oproeping gevoegd.

Na de partijen en het advies van de auditeur te hebben gehoord, doet de voorzitter onverwijld uitspraak.

Indien hij bij zijn arrest oordeelt dat de Raad van State kennelijk onbevoegd is of indien zijn arrest de vordering als kennelijk niet-ontvankelijk of kennelijk ongegrond afwijst, wordt de zaak definitief beslecht.

Indien hij bij zijn arrest niet oordeelt dat de Raad van State kennelijk onbevoegd is of indien zijn arrest de vordering niet als kennelijk niet-ontvankelijk of als kennelijk ongegrond afwijst, wordt de procedure voortgezet overeenkomstig dit besluit. »

De hier overwogen hypothese is derhalve die van de verzoekschriften die, wanneer ze tijdens het proces hun doel verloren hebben, leiden tot een arrest waarbij de Raad van State beslist dat er geen uitspraak gedaan dient te worden.

Om de wegwerking van de gerechtelijke achterstand en het ontlasten van de Raad van State te bevorderen, is het aangewezen artikel 30, § 2, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State toe te passen, door de bijzondere procedure voorzien in artikel 93 van de algemene procedureregeling uit te breiden tot dat geval.

Dit besluit strekt er aldus toe het begrip doelloos verzoekschrift in de betekenis die deze term ontleent aan artikel 30 van de gecoördineerde wetten, in te voeren in Titel IX van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State; en in het bijzonder in artikel 93 dat een bijzondere procedure vaststelt voor de aanvragen waarvoor de Raad van State kennelijk niet bevoegd is of die kennelijk niet-ontvankelijk of kennelijk ongegrond zijn.

Zoals de Raad van State onderstreept moet artikel 94 van ditzelfde besluit eveneens gewijzigd worden, aangezien het verwijst naar leden van artikel 93 waarvan de nummering verandert naar aanleiding van de in het vorige lid bedoelde wijziging.

De eindopmerking van de Raad van State kan daarentegen niet gevolgd worden wat artikel 70, § 1, derde lid, van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State, betreft. Dit artikel moet immers niet aangevuld worden, aangezien het betrekking heeft op een vordering tot schorsing die aan het begin van de procedure kennelijk onontvankelijk of ongegrond is, of waarvoor de Raad van State van mening is dat hij kennelijk niet bevoegd is. Aan het begrip van doelloos verzoekschrift, in de betekenis van dit besluit, wordt daarentegen duidelijk tegemoet gekomen door het vierde lid van dit artikel dat uitdrukkelijk de oplossing bepaalt die toegepast moet worden bij een terugtrekking van de verzoeker of bij een intrekking van de aangeklaagde akte in de loop van de procedure.

Zo moeten ook de artikelen 14 en 30 van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State niet aangepast worden zoals de Raad van State in zijn advies suggereert. Deze artikelen hebben immers betrekking op de gevallen waarin, in *limine litis*, het geschil doelloos is en om die reden kennelijk onontvankelijk, of kennelijk ongegrond, terwijl het ontworpen besluit betrekking heeft op het geval van beroepen die hun doel verliezen in de loop van de procedure.

Met toepassing van de regel volgens welke de bepalingen inzake rechtspleging, behoudens uitdrukkelijke tegenovergestelde wil, onmiddellijk toepasbaar zijn, zal dit besluit van toepassing zijn op de zaken die hangend zijn op het moment dat het besluit in werking treedt. Men zal trouwens vaststellen dat op die manier geen afbreuk gedaan wordt aan de rechten van de gedingvoerende partijen.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige en zeer getrouwe dienaar,  
De Minister van Binnenlandse Zaken,  
A. DUQUESNE

## Avis 32.023/2/V de la Section de législation du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 19 juillet 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'article 93 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat", a donné le 10 septembre 2001 l'avis suivant :

## Examen du projet

## Préambule

1. A l'alinéa 1<sup>er</sup>, il faut omettre les mots "modifié par la loi du 25 mai 1999 et".

2. Les alinéas 4 et 5 doivent être rédigés comme suit :

« Vu la délibération du Conseil des *Moniteur belge* ministres sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 32.023/2/V du Conseil d'Etat donné le 10 septembre 2001, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat; ».

## Dispositif

Article 1<sup>er</sup>

Le texte néerlandais de l'intitulé en projet serait mieux rédigé comme suit :

« Titel IX. Vorderingen die doelloos, kennelijk gegrond, kennelijk onontvankelijk of kennelijk ongegrond zijn ».

## Article 2

Au 1°, le texte néerlandais de l'alinéa en projet serait mieux rédigé comme suit :

« Hetzelfde geldt wanneer het verzoekschrift tijdens de behandeling doelloos wordt. »

## Observation finale

Il convient d'adapter les autres dispositions de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat à la modification en projet. Il est notamment renvoyé à l'article 94 où il est fait référence aux alinéas 2 et 3 de l'article 93, de même qu'à l'article 70, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, qui ne vise pas les recours sans objet.

Il en est de même en ce qui concerne les articles 14 et 30 de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

La chambre était composée de :

Mme :

M.-L. Willot-Thomas, président de chambre;

MM. :

P. Hanse, J. Jaumotte, conseillers d'Etat;

J. van Compernelle, B. Glansdorff, assesseurs de la section de législation;

Mme B. Vigneron, greffier.

Le rapport a été présenté par M. X. Delgrange, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. Brouwers, référendaire.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. Jaumotte.

Le greffier,

B. Vigneron.

Le président,

M.-L. Willot-Thomas.

## Advies 32.023/2/V van de afdeling wetgeving van de Raad van State

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 19 juli 2001 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van artikel 93 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State", heeft op 10 september 2001 het volgende advies gegeven :

## Onderzoek van het ontwerp

## Aanhef

1. In het eerste lid moeten de woorden "gewijzigd bij de wet van 25 mei 1999 en" vervallen.

2. Het vierde en het vijfde lid moeten als volgt worden gesteld :

« Gelet op het besluit van de Ministerraad over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand;

Gelet op advies 32.023/2/V van de Raad van State, gegeven op 10 september 2001, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State; ».

## Dispositief

## Artikel 1

Het ontworpen opschrift zou beter als volgt worden gesteld :

« Titel IX. Vorderingen die doelloos, kennelijk gegrond, kennelijk onontvankelijk of kennelijk ongegrond zijn ».

## Artikel 2

In onderdeel 1° zou het ontworpen lid beter als volgt worden geredigeerd :

« Hetzelfde geldt wanneer het verzoekschrift tijdens de behandeling doelloos wordt. »

## Slotopmerking

Ook de andere bepalingen van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State behoren aangepast te worden aan de ontworpen wijziging. Het gaat inzonderheid om artikel 94 waarin verwezen wordt naar het tweede en het derde lid van artikel 93, en artikel 70, § 1, dat geen derde lid betrekking heeft op doelloze beroepen.

Hetzelfde geldt voor wat betreft de artikelen 14 en 30 van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

De kamer was samengesteld uit :

Mevr. :

M.-L. Willot-Thomas, kamervoorzitter;

De heren :

P. Hanse, J. Jaumotte, staatsraden;

J. van Compernelle, B. Glansdorff, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. B. Vigneron, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer X. Delgrange, auditeur. De nota van het coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer P. Brouwers, referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J. Jaumotte.

De griffier,

B. Vigneron.

De voorzitter,

M.-L. Willot-Thomas.

**10 NOVEMBRE 2001. — Arrêté royal modifiant l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 30, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 18 avril 2000;

Vu l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat, notamment les articles 93 et 94, insérés par l'arrêté royal du 7 janvier 1991;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 23 avril 2001;

Vu la délibération du Conseil des Ministres sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 32.023/2/V du Conseil d'Etat, donné le 10 septembre 2001, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'intitulé du Titre IX de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat, inséré par l'arrêté royal du 7 janvier 1991, est remplacé par l'intitulé suivant :

« Titre IX. Des demandes sans objet ou dont le fondement, la non-recevabilité ou le non-fondement sont manifestes. »

**Art. 2.** A l'article 93 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Il en va de même lorsque la requête vient à perdre son objet en cours d'instance. »;

2° dans l'alinéa 4, qui devient l'alinéa 5, les mots "décide qu'il n'y a pas lieu à statuer ou" sont insérés entre les mots "ou si son arrêt" et "rejette la demande";

3° dans l'alinéa 5, qui devient l'alinéa 6, les mots "ne décide pas qu'il n'y a pas lieu à statuer ou" sont insérés entre les mots "ou si son arrêt" et "ne rejette pas la demande".

**Art. 3.** L'article 94, alinéa 2, du même arrêté, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les alinéas 3 et 4 de l'article 93 sont applicables. »

**Art. 4.** Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 novembre 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
A. DUQUESNE

**10 NOVEMBER 2001. — Koninklijk besluit tot wijziging van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 30, § 2, eerste lid, vervangen bij de wet van 18 april 2000;

Gelet op het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State, inzonderheid op de artikelen 93 en 94, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 7 januari 1991;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 23 april 2001;

Gelet op het besluit van de Ministerraad over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand;

Gelet op advies 32.023/2/V van de Raad van State, gegeven op 10 september 2001, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Het opschrift van Titel IX van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 7 januari 1991, wordt vervangen als volgt :

« Titel IX. Vorderingen die doelloos, kennelijk gegrond, kennelijk onontvankelijk of kennelijk ongegrond zijn. »

**Art. 2.** In artikel 93 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het volgende lid wordt ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid :

« Hetzelfde geldt wanneer het verzoekschrift tijdens de behandeling doelloos wordt. »;

2° in het vierde lid, dat het vijfde lid wordt, worden de woorden "beslist dat er geen uitspraak gedaan moet worden of" ingevoegd tussen de woorden "of indien zijn arrest" en de woorden "de vordering als";

3° in het vijfde lid, dat het zesde lid wordt, worden de woorden "niet beslist dat er geen uitspraak gedaan moet worden of" ingevoegd tussen de woorden "of indien zijn arrest" en de woorden "de vordering niet".

**Art. 3.** Artikel 94, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Lid 3 en lid 4 van artikel 93 zijn toepasselijk. »

**Art. 4.** Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 november 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
A. DUQUESNE